

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°32-2025-115

PUBLIÉ LE 7 JUILLET 2025

Sommaire

Préfecture du Gers / Direction de la citoyenneté et de la légalité

32-2025-07-04-00006 - Arrêté inter-préfectoral portant extension du périmètre et modification des statuts du SYGRAL (13 pages)

Page 3

Préfecture du Gers / Secrétariat général

32-2025-07-07-00003 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES PERRIN, DIRECTEUR RÉGIONAL DES FINANCES PUBLIQUES D'OCCITANIE ET DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE, EN MATIÈRE DE GESTION DES SUCCESSIONS VACANTES (2 pages)

Page 17

Préfecture du Gers / Service des sécurités

32-2025-07-04-00003 - AP interdisant achat vente port et transport d'artifices (3 pages)

Page 20

Préfecture du Gers

32-2025-07-04-00006

Arrêté inter-préfectoral portant extension du
périmètre et modification des statuts du
SYGRAL



Préfecture du Gers
Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Service des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité

ARRÊTÉ inter-préfectoral n° 32-2025-
portant extension du périmètre et modification des statuts
du Syndicat Mixte de Gestion des Rivières Astarac-Lomagne (SYGRAL)

LE PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

LE PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

LE PRÉFET DU GERS
Chevalier de l'ordre national du Mérite

LE PRÉFET DU LOT ET GARONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants relatifs aux syndicats mixtes fermés, l'article L.5211-18 relatif à la modification de périmètre et l'article L.5211-20 relatif à la modification des statuts ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 20 novembre 2019 modifié et portant création du SYGRAL ;

VU la délibération du 13 février 2025 du conseil communautaire de la communauté de d'Agglomération d'Agen, sollicitant l'adhésion au SYGRAL ;

VU la délibération du 2 décembre 2024 du comité syndical du SYGRAL approuvant l'extension du périmètre du syndicat au bassin versant de l'Auroue et l'adhésion d'une nouvelle communauté d'agglomération et approuvant la modification des statuts du syndicat, notifiée aux membres le 19 décembre 2024 ;

VU les délibérations des conseils communautaires des communautés d'agglomération et de communes membres du SYGRAL consultés sur l'extension de périmètre et la modification des statuts du syndicat ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté d'Agglomération d'Agen approuvant son adhésion au SYGRAL ;

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres du SYGRAL a émis un avis favorable à l'extension du périmètre du syndicat et à la modification de ses statuts ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers, de Madame la secrétaire générale de la préfecture du Tarn-et-Garonne, de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes Pyrénées, Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Lot et Garonne et de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRÊTENT :

ARTICLE 1^{er} :

La communauté d'Agglomération d'Agen est autorisée à adhérer au SYGRAL pour le territoire de ses communes concernées par le bassin versant de l'Auroue.

ARTICLE 2 :

Le SYGRAL est autorisé à modifier ses statuts.

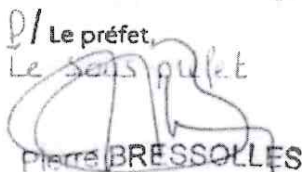
ARTICLE 3 :

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers, Madame la secrétaire générale de la préfecture du Tarn-et-Garonne, Madame la secrétaire générale des Hautes-Pyrénées, Monsieur le secrétaire général du Lot et Garonne, Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, Madame la sous-préfète de Condom, Monsieur le sous-préfet de Mirande, Monsieur le sous-préfet de Castelsarrasin, Monsieur le sous-préfet de Saint-Gaudens, Madame la directrice départementale des finances publiques du Gers, Monsieur le président du SYGRAL, Monsieur le président de la communauté d'agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne, Monsieur le président de l'Agglomération d'Agen, Mesdames et Messieurs les présidents des communautés de communes membres du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures du Gers, du Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot et Garonne et de la Haute-Garonne.

Montauban, le 06 MAI 2025

P/ Le préfet,
Le sous-préfet

Pierre BRESSOLLES

Toulouse, le 27 JUIN 2025

Le préfet,
Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,


Serge JACOB
Agen, le
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Cédric BOUET

Auch, le 04 JUL. 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général


Tarbes, le Cédric KARI-HERKNER

Le préfet,
Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Nathalie
GUILLOT-JUIN

N.B. : Délais et voies de recours (application des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative)
Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :
- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du département du Gers, B.P. 322 - 32007 AUCH CEDEX
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur - Place Beauvau - 75800 PARIS
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Pau, 50 cours Lyautey, B.P. 543 - 64010 PAU CEDEX
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite de l'un de ces deux recours.



SYNDICAT MIXTE DE GESTION DES RIVIERES ASTARAC-LOMAGNE (SYGRAL)

STATUTS

Préambule :

A l'issue d'une étude de gouvernance portant sur l'exercice de la compétence « **Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)** » et en application des articles L.5212-27 et L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le **Syndicat mixte de gestion des rivières Astarac-Lomagne (SYGRAL)** a été constitué au 1^{er} janvier 2020 par fusion-dissolution des cinq structures gestionnaires de cours d'eau qui intervenaient jusqu'alors sur une partie des bassins versants de l'Arrats, de la Sère et de la Gimone ; nouveau syndicat mixte interdépartemental auquel ont adhéré les 10 intercommunalités concernées par son périmètre de fusion, par transfert de compétence sur 5 bassins versants.

En novembre 2021, conformément à la procédure de constitution prévue en 2 étapes (« FUSION » puis « EXTENSION »), le SYGRAL a étendu son périmètre aux 4 bassins versants compris entre les vallées de la Gimone et de la Save, avec intégration de 3 nouvelles intercommunalités membres.

En août 2024, il a procédé à une seconde extension de son périmètre, en intégrant à sa demande, la Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac, pour la partie de ses communes membres situées en tête de bassin versant de la Gimone et de l'Arrats, dans le Département des Hautes-Pyrénées.

L'adhésion de ce nouveau membre a permis au syndicat de couvrir désormais l'intégralité spatiale de ces 2 grandes vallées qui structurent le territoire d'intervention du SYGRAL.

Aujourd'hui, par délibération en date du 2 décembre 2024 et en concertation avec les intercommunalités concernées par le bassin versant de l'Auroue, le SYGRAL projette d'étendre son périmètre à cette nouvelle vallée afin d'apporter une meilleure cohérence et opérationnalité à l'exercice de la compétence GEMAPI.

A l'issue de cette procédure administrative de modification statutaire, la composition, le périmètre et l'organisation du SYGRAL seront donc arrêtés comme suit :

ARTICLE 1 : COMPOSITION

Il est constitué un **syndicat mixte fermé « à la carte »** qui est composé des Communautés d'agglomération et des Communautés de communes désignées ci-après, pour la partie de leurs communes concernées par le périmètre d'intervention du syndicat tel que précisé ci-dessous :

POUR LE DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE :

- **La Communauté de communes de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise :**

Pour la totalité du territoire des communes : Asques, Auterive, Balignac, Beaumont-de-Lomagne, Belbèze-en-Lomagne, Castéra-Bouzet, Cumont, Escazeaux, Esparsac, Faudoas, Gariès, Gensac, Gimat, Glatens, Goas, Gramont, Lachapelle, Lamothe-Cumont, Larrazet, Lavit, Le Causé, Marignac, Marsac, Maubec, Maumusson, Montgaillard, Poupas, Puygaillard-de-Lomagne, Saint-Jean-du-Bouzet, Sérignac et Vigueron

- **La Communauté de communes des Deux Rives :**

Pour la totalité du territoire des communes : Bardigues, Le Pin, Mansonville et Saint-Michel

Pour une partie seulement du territoire des communes : Auvillar (90%), Donzac (41%), Dunes (95%), Espalais (14%), Merles (58%), Saint-Antoine (95%), Saint-Cirice (72%), Saint-Loup (42%) et Sistels (60%)

- **La Communauté de communes Terres des Confluences :**

Pour la totalité du territoire des communes : Angeville, Caumont, Coutures, Fajolles Garganvillar, Labourgade, Lafitte, Montain et Saint-Arroumex ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Castelferrus (82%), Castelmayran (97%), Castelsarrasin (5%), Cordes-Tolosannes (61%), Saint-Aignan (92%) et Saint-Nicolas-de-la-Grave (32%).

- **La Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne :**

Pour la totalité du territoire des communes : Beaupuy, Bouillac, Comberouger, Savenès et Saint-Sardos,

Pour une partie seulement du territoire des communes : Aucamville (97%), Bourret (86%), Mas-Grenier (94%) et Verdun-sur-Garonne (58%).

POUR LE DÉPARTEMENT DU GERS :

- **La Communauté d'Agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne :**

Pour la totalité du territoire de la commune : Augnax ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Castelnau-Barbarens (94%), Crastes (23%), Nougroulet (21%), Puycasquier (99%) et Tournenquets (16%)

- **La Communauté de communes des Bastides de Lomagne :**

Pour la totalité du territoire des communes : Ardizas, Avensac, Avezan, Bajonnette, Bives, Castéron, Catonvielle, Cologne, Estramiac, Gaudonville, Homps, Labrihe, L'Isle-Bouzon, Magnas, Mansempuy, Maravat, Mauroux, Mauvezin, Montfort, Pessoulens, Roquelaure-Saint-Aubin, Sainte-Anne, Saint-Antonin, Saint-Brès, Saint-Clar, Saint-Créac, Saint-Cricq, Sainte-Gemme, Saint-Georges, Saint-Germier, Saint-Léonard, Saint-Orens, Sarrant, Séremputy, Sirac, Solomiac, Thoux, Touget et Tournecoupe ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Encausse (74%) et Monbrun (39%)

- **La Communauté de communes des Coteaux Arrats Gimone :**

Pour la totalité du territoire des communes : Ansan, Aubiet, Aurimont, Bédéchan, Betcave-Aguin, Blanquefort, Boulaur, Escorneboeuf, Gimont, Isle-Arné, Juilles, Lartigue, Mongauzy, Montiron, Saint-Caprais, Saint-Elix d'Astarac, Sainte-Marie, Saint-Martin-Gimois, Saint-Sauvy, Saramon, Sémèziès-Cachan et Tirent-Pontéjac ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Gaujan (78%), Giscaro (95%), Lahas (66%), Lussan (93%), Marsan (85%), Maurens (84%), Simorre (94%) et Villefranche d'Astarac (67%).

- **La Communauté de communes de la Lomagne Gersoise :**

Pour la totalité du territoire de la commune : Cadeilhan, Castet-Arrouy, Miradoux, Peyrecave, Plieux et Taybosc,

Pour une partie seulement du territoire des communes : Brugnens (37%), Castelnau-d'Arbieu (26%), Céran (5%), Flamarens (95%), Gimbrède (82%), Goutz (84%), Lectoure (41%), Miramont-Latour (2%), Pis (15%), Saint-Avit Frandat (5%), Sainte-Mère (87%), Sempesserre (7%) et Urdens (19%)

- **La Communauté de communes Val de Gers :**

Pour la totalité du territoire des communes : Aussos, Faget-Abbatial, Lalanne-Arqué, Lamaguère, Manent-Montane, Meilhan, Moncorneil-Grazan, Monties et Sère,

Pour une partie seulement du territoire des communes : Arrouède (59%), Bellegarde-Adoulins (87%), Bézues-Bajon (66%), Chélan (4%), Cap d'Astarac (95%) [commune nouvelle issue de l'union, au 01/01/2025, des communes de Cabas-Loumasses, Monbardon, Sarcos et Saint-Blancard] ; Haulières (69%), Masseube (7%), Monferran-Plaves (54%), Mont-d'Astarac (76%), Pouy-Loubtrin (5%), Tachoire (94%) et Traversères (52%).

- **La Communauté de communes du Savès :**

Pour la totalité du territoire des communes : Pellefigue et Saint-André ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Bézéril (34%), Gaujac (51%), Montamat (4%), Polastron (86%), Sabaillan (8%) et Saint-Soulan (42%).

- **La Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine :**

Pour une partie seulement du territoire des communes : Beaupuy (24%), Frégouville (3%), Monferran-Savès (32%) et Razengues (81%).

POUR LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE :

- **La Communauté de communes des Hauts-Tolosans :**

Pour la totalité du territoire des communes : Belleserre, Brignemont, Cabanac-Séguenville, Cadours, Cox, Drudas, Launac, Laréole, Lagraulhet-Saint-Nicolas, Le Burgaud, Saint-Cézer, Pelleport et Puysegur ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Caubiac (69%), Larra (10%), Le Grès (82%) et Thil (45%).

- **La Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges :**

Pour une partie seulement du territoire des communes : Boulogne-sur-Gesse (28%), Gensac-de-Boulogne (26%), Nénigan (22%), Péguilhan (7%), Puymaurin (6%) et Saint-Loup-en-Comminges (14%).

POUR LE DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES :

- **La Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac :**

Pour la totalité du territoire des communes : Casterets, Thermes-Magnoac ;

Pour une partie seulement du territoire des communes : Betbèze (82%), Lalanne (87%), Pouy (16%), Saria-Magnoac (31%) et Villemur (46%).

POUR LE DÉPARTEMENT DU LOT-ET-GARONNE :

- **La Communauté d'agglomération d'Agen :**

Pour une partie seulement du territoire des communes : Caudecoste (19%), Cuq (43%), Saint-Nicolas-de-la-Balme (19%) et Saint-Sixte (66%).

Au total, cette composition représente **15 intercommunalités membres** du SYGRAL, pour **233 communes** concernées par tout ou partie de leur territoire, réparties sur **5 départements** et **2 régions**.

ARTICLE 2 : DÉNOMINATION

Ce syndicat mixte fermé prend la dénomination de « **Syndicat mixte de Gestion des Rivières Astarac-Lomagne** » (dont l'acronyme est « **SYGRAL** »), ci-après dénommé « syndicat ».

ARTICLE 3 : PÉRIMÈTRE ET CHAMP D'ACTIONS DU SYNDICAT

Le syndicat intervient dans les limites du périmètre de ses collectivités membres et pour les parties de leur territoire uniquement comprises dans les bassins versants de l'Auroue, de l'Arrats, de l'Ayroux, de la Sère, du ruisseau de Saint-Michel, de la Gimone, de la Tessonne, du Lambon, de la Nadesse et du Marguestaud, représentant une **superficie globale** de près de **2 340 km²**.

Une carte du périmètre est jointe en annexe 2 des présents statuts.

ARTICLE 4 : DURÉE ET SIÈGE SOCIAL

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Son siège social est situé dans les locaux de l'ancienne mairie, sis au n°7 place de la Halle, à Solomiac (32120).

Les réunions du comité syndical, du bureau et éventuellement des commissions ad-hoc pourront se tenir dans tout autre endroit du périmètre du syndicat, après validation par le comité syndical.

ARTICLE 5 : OBJET ET COMPÉTENCES

Le syndicat a pour objet, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement, les compétences ci-après.

Ces compétences seront exercées selon une stratégie portée par le syndicat qui priorisera les actions, les travaux et les secteurs géographiques d'intervention concernés, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence.

Ce choix politique sera transcrit dans les documents de planification élaborés par le syndicat, en concertation avec ses intercommunalités membres, notamment dans les programmes pluriannuels de gestion (PPG) des différents bassins versants du territoire.

5-1 / Compétences obligatoires :

Pour l'ensemble de ses membres, le syndicat exerce les items **1°, 2° et 8°** de la compétence « **gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations** » (définie à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement) par la réalisation d'études, de travaux d'intérêt général, d'acquisitions foncières, d'actions d'animation, de sensibilisation ou de communication, relevant des missions suivantes :

- **Item 1°** : L'aménagement des bassins ou d'une fraction des bassins hydrographiques de l'Auroue, de l'Arrats, de l'Ayroux, de la Sère, du ruisseau de Saint-Michel, de la Gimone, de la Tessonne, du Lambon, de la Nadesse et du Marguestaud ;
- **Item 2°** : L'entretien et l'aménagement des cours d'eau, des lacs et plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, lacs ou plans d'eau ;
- **Item 8°** : La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, ainsi que des formations boisées riveraines.

Dans ce cadre, le syndicat est amené à intervenir prioritairement sur les **cours d'eau classés « masses d'eau rivière »** au titre du SDAGE Adour-Garonne, compris dans son périmètre (listés en annexe 3), représentant un **linéaire global de 848 km**.

5-2 / Compétence optionnelle :

De manière optionnelle, le syndicat réalise pour le compte des communautés d'agglomération ou communautés de Communes membres qui adhèrent à cette carte, des études, des travaux, des mesures de contrôle ainsi que des actions d'animation, de sensibilisation ou de communication concernant :

- **Item 5°** : La défense contre les inondations.

La mise en œuvre de cette compétence optionnelle s'effectue selon les modalités d'application du décret « Dignes », définies aux articles R.562-12 et suivants du Code de l'Environnement, en tenant compte de l'évolution réglementaire relative aux systèmes d'endiguement et aux aménagements hydrauliques.

5-3 / Modalités d'adhésion et de retrait de la compétence optionnelle :

• Adhésion

Toute demande d'un membre, notifiée par délibération, sollicitant le transfert à la carte de la compétence optionnelle au syndicat, est soumise à l'accord du comité syndical se prononçant à la majorité de ses membres.

Après son approbation, l'exercice de cette compétence optionnelle prend effet à compter du premier jour de l'année calendaire qui suit sa notification.

• Retrait

De même, la reprise de la compétence transférée à la carte s'opère dans le respect des règles financières et patrimoniales déterminées par l'article L.5211-25-1 du CGCT.

Elle prend effet à compter du premier jour de l'année calendaire qui suit la notification de la délibération devenue exécutoire au président du syndicat, lequel en informe les membres.

La délibération décidant la reprise de la compétence est notifiée au président du syndicat par lettre recommandée ou par dépôt au siège.

La reprise de la compétence à la carte par un membre n'affecte pas sa contribution aux dépenses d'administration générale et n'emporte pas de facto son retrait du syndicat.

ARTICLE 6 : PRESTATIONS DE SERVICE AUPRÈS DE TIERS

Sans préjudice des règles de publicité et de mise en concurrence qui s'imposent, le syndicat est habilité, à titre accessoire, et sous accord du comité syndical, à effectuer des prestations de services pour des missions en lien avec son objet, au profit de tiers non-membre.

ARTICLE 7 : ADMINISTRATION

7-1 / Composition du Comité syndical

Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués titulaires et de délégués suppléants, désignés par les assemblées délibérantes des membres du syndicat.

Chacun des délégués est désigné pour la durée du mandat qu'il détient.

Ce mandat expire en même temps que le mandat au titre duquel il a été désigné pour siéger au Comité syndical, à l'occasion du renouvellement général des mandats locaux.

La répartition des sièges par EPCI-FP membre est fixée selon les critères suivant :

Critères de représentativité des EPCI-FP membres	Coefficient de pondération
% Surface de l'EPCI-FP « A » incluse dans le périmètre du syndicat	0,6
% Population DGF de l'EPCI-FP « A » rapportée à la surface incluse dans le périmètre du syndicat	0,4

Le critère « **Surface de l'EPCI-FP** » est théoriquement immuable et proportionnel à la superficie des bassins versants inclus dans le périmètre du syndicat.

Il peut toutefois être actualisé en cas de modification de périmètre qui intégrerait tout ou partie d'une ou de plusieurs nouvelles communes d'une EPCI-FP déjà membre du syndicat.

Le critère « **Population DGF** » sera mis à jour tous les 6 ans, à l'occasion du renouvellement général des mandats des élus des collectivités membres.

Il peut toutefois être actualisé en cas de modification de périmètre qui intégrerait tout ou partie d'une ou de plusieurs nouvelles communes d'une EPCI-FP déjà membre du syndicat, modifiant à la hausse le nombre de ses représentants.

La représentativité de chaque EPCI-FP membre sera ainsi fixée en application de la formule suivante :

Représentativité EPCI-FP « A » = (% **Surface** intercommunale « A » dans le périmètre du syndicat x **0,6**) + (% **Population DGF** intercommunale « A » rapportée à sa surface dans le syndicat x **0,4**)

Au résultat de ce calcul, s'applique l'attribution du nombre de délégués titulaires et suppléants correspondants, selon la répartition ci-dessous :

Représentativité de l'EPCI-FP-membre (%)	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
Inférieur à 5%	1	1
de 5% à 9,99%	2	2
de 10% à 14,99%	3	3

Au-delà de 15%	5	5
----------------	---	---

Selon ces règles, le nombre de délégués titulaires et suppléants représentant chaque intercommunalité membre au sein du Comité syndical, est précisé dans le tableau joint en annexe 1.

7-2 / Composition du Bureau

Le comité syndical désigne parmi ses membres, un Bureau composé d'un président, de vice-président(s) et éventuellement d'un ou de plusieurs autres membres.

ARTICLE 8 : COMMISSIONS

Le comité syndical peut créer des commissions consultatives en tant que de besoin.

Les avis donnés ou propositions émises par ces commissions n'ont pas de valeur décisionnelle.

La liste des commissions, leur composition et leur objet sont précisés dans le règlement intérieur du syndicat.

ARTICLE 9 : COMITÉS OPÉRATIONNELS

Afin d'améliorer la gouvernance locale, le Comité syndical met en place des comités opérationnels définis selon un découpage hydrographiquement cohérent, correspondant à des secteurs géographiques.

Ces comités opérationnels sont chargés de définir et de favoriser l'application des programmations pluriannuelles à leur échelle.

Ils sont composés d'élus communautaires et d'élus communaux désignés par leur EPCI-FP de rattachement. Peuvent leur être associé tout autre acteur ou personne-ressource du bassin versant concerné.

La composition et les modalités de fonctionnement de ces comités sont fixées dans le règlement intérieur.

ARTICLE 10 : FONCTIONNEMENT

Le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement destinées à la réalisation de ses missions.

10-1 / Contributions des membres

- **Bloc de compétences obligatoires :**

Pour l'exercice du bloc de compétences obligatoires (article 5.1), la contribution des membres est calculée sur la base d'une clé de répartition qui s'appuie sur une doctrine de solidarité de bassin.

Elle est fondée sur 2 critères de répartition pondérés suivants :

Critères de répartition des contributions des membres	Coefficient de pondération
% Superficie des EPCI-FP membres, pour les communes comprises dans le périmètre d'intervention du syndicat.	0,6
% Population DGF rapportée des membres, pour les communes comprises dans le périmètre d'intervention du syndicat,	0,4

Pour le calcul des contributions des membres, le critère « Population DGF » sera actualisée annuellement selon les données officielles de l'INSEE fournies par la Direction Générales des Collectivités Locales (DGCL), sur la base de l'année référence N-1.

- **Compétence optionnelle**

Pour l'exercice de la compétence optionnelle concernant la défense contre les inondations (item 5° de l'article L.211-7 du CE), la contribution de chacun des membres concernés est calculée sur la base du montant des moyens et opérations (études, travaux...) engagés, rapportée à son territoire, déduction faite des aides publiques.

10-2 / Dépenses

Les dépenses se répartissent en dépenses de fonctionnement et en dépenses d'investissement liées aux missions du syndicat.

Les dépenses comprennent, sans que cette énumération soit limitative :

- les frais d'administration et de fonctionnement du syndicat,
- les frais de réalisation sous maîtrise d'ouvrage des études et des travaux,
- les frais d'acquisitions foncières,
- les charges d'emprunt,
- toutes les autres dépenses correspondant à son objet.

10-3 / Ressources

Les recettes du syndicat comprennent, sans que cette énumération soit limitative :

- les contributions annuelles des membres,
- les subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région, du Département et des autres collectivités ou établissements publics,
- les aides accordées par des structures associatives environnementales,
- les produits des dons et legs,
- les produits des emprunts,
- les produits des redevances correspondant aux services rendus ou aux prestations fournies,
- les intérêts et revenus des biens meubles ou immeubles, et valeurs lui appartenant,
- toutes autres ressources autorisées par la loi.

10-4 / Receveur

Les fonctions de Receveur du syndicat sont exercées par le Comptable du Trésor du Service de gestion comptable (SGC) d'Auch.

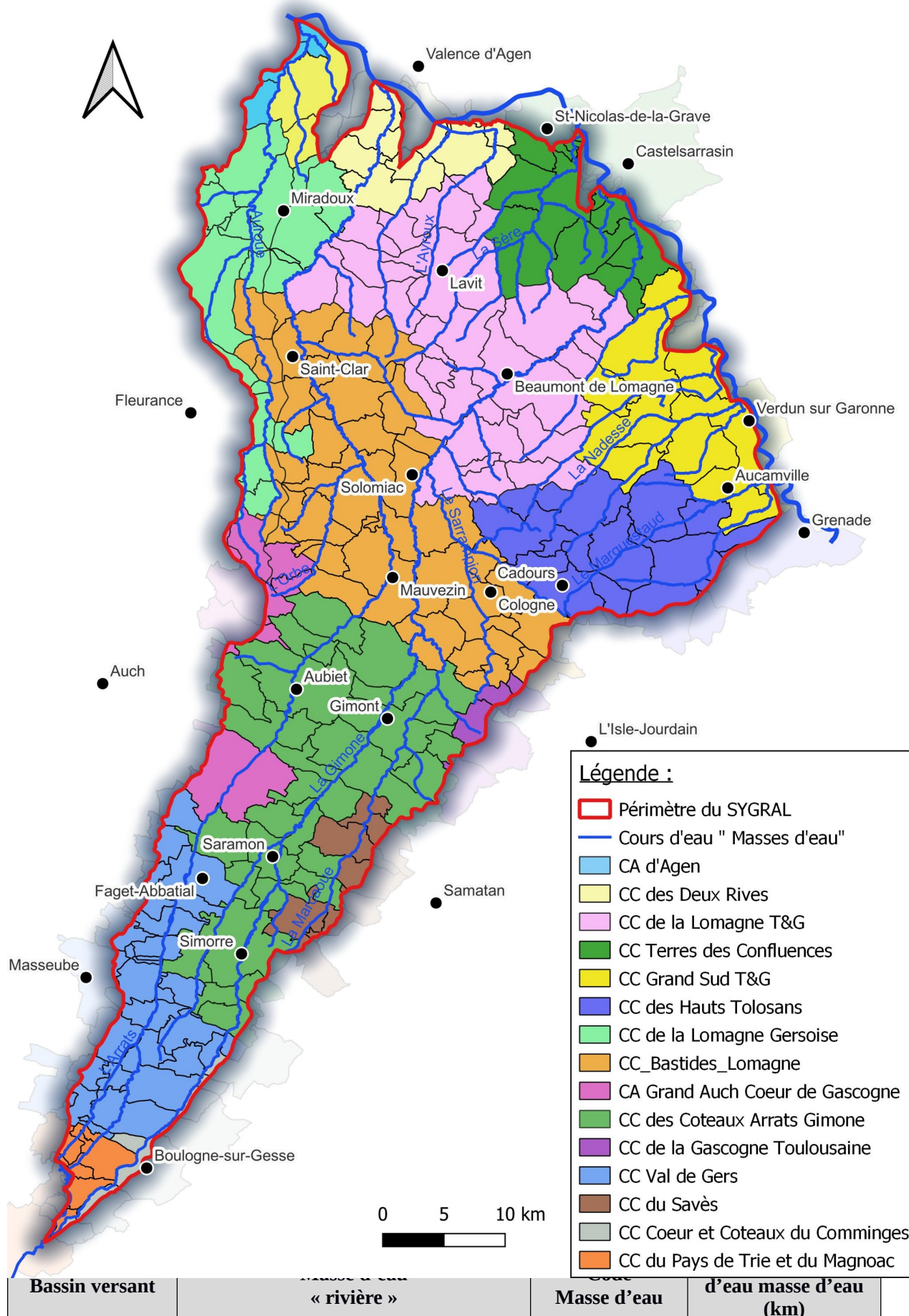
ARTICLE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ANNEXE 1 : Composition des membres du comité syndical

Département	EPCI-FP membre	Nombre de délégués titulaires	Nombre de délégués suppléants
Tarn-et-Garonne	Communauté de communes de la Lomagne Tarn-et-Garonnaise	5	5
	Communauté de communes des Deux Rives	2	2
	Communauté de communes Terres des Confluences	3	3
	Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne	3	3
Gers	Communauté d'agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne	1	1
	Communauté de communes des Bastides de Lomagne	5	5
	Communauté de communes des Coteaux Arrats Gimone	5	5
	Communauté de communes de la Lomagne Gersoise	2	2
	Communauté de communes Val de Gers	2	2
	Communauté de communes du Savès	1	1
	Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine	1	1
Haute-Garonne	Communauté de communes des Hauts Tolosans	3	3
	Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges	1	1
Hautes-Pyrénées	Communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac	1	1
Lot-et-Garonne	Communauté d'agglomération d'Agen	1	1
TOTAL :		36	36

ANNEXE 2 : Périmètre du SYGRAL



Auroue	L'Auroue	FRFR214	62
	Ruisseau du Rat	FRFR214_2	6
	La Petite Auroue	FRFR214_3	9
	Ruisseau de Métau	FRFR214_4	10
	Ruisseau de Lesquère	FRFR214_5	9
	Ruisseau de Rioucot	FRFR214_6	5
	Sous-total :		101 km
Arrats	L'Arrats, du barrage-réservoir de l'Astarac au confluent de la Garonne	FRFR213A	118
	L'Arrats de sa source au barrage-réservoir de l'Astarac	FRFR213B	10
	L'Arrats de Devant	FRFR7_1	12
	L'Orbe	FRFR616	16
	Ruisseau de Lourbat	FRFR616_1	7
	La Lavassère	FRFR213A_5	7
	Ruisseau du Gélou	FRFR213A_6	8
	Le Campunau	FRFR213A_7	8
	Ruisseau de Daignan	FRFR213A_8	5
	Sous-total :		191 km
Ayroux	L'Ayroux	FRFR300C_2	26
	Le Cameson	FRFR300C_5	23
	Sous-total :		49 km
Sère	La Sère	FRFR41_1	11
	La Sère, du barrage de Gensac-Lavit au confluent de la Garonne	FRFR640	18
	Ruisseau de Cézone	FRFR640_1	9
	Ruisseau du Gat	FRFR640_2	8
	Ruisseau des Aubergès	FRFR640_3	7
	Ruisseau des Tistets	FRFR640_4	8
	Le Rieutord	FRFR640_5	11
	Sous-total :		72 km
Ruisseau de St-Michel	Ruisseau de Saint-Michel	FRFR296A_7	7
	Sous-total :		7 km
Gimone	La Gimone, de sa source à la retenue de Lunax	FRFR210B	12
	La Gimone, du barrage de Lunax au confluent de la Marcaoue	FRFR210A	55
	La Gimone, du confluent de la Marcaoue au confluent de la Garonne	FRFR211	62
	Le Brounan	FRFR211_1	9
	La Baysole	FRFR211_2	10
	Ruisseau de Caravèche	FRFR211_3	5
	Le Riou Grand	FRFR211_4	7
	Le Sarrampion	FRFR612	25

Gimone	Ruisseau du Pest	FRFR613	10
	Ruisseau du Junau	FRFR613_1	7
	La Marcaoue, du confluent du Bezian au confluent de la Gimone	FRFR614	18
	La Marcaoue	FRFR614_1	17
	Ruisseau de Lahas	FRFR614_2	5
	Ruisseau d'En Béjon	FRFR614_3	5
	La Bergone	FRFR210A_1	6
	La Lauze	FRFR603	22
	Sous-total :		275 km

Tessonne	Ruisseau de Tessonne	FRFR296A_4	21
	Sous-total :		21 km
Lambon	Le Lambon	FRFR611	25
	Ruisseau de St-Jean	FRFR611_1	9
	Sous-total :		34 km
Nadesse	Ruisseau de Nadesse	FRFR610	23
	Ruisseau de Dère	FRFR610_1	15
	Ruisseau de Pontarras	FRFR610_2	11
	Sous-total :		49 km
Marguestaud	Ruisseau de Marguestaud	FRFR832	22
	Ruisseau de St-Pierre	FRFR831	20
	Ruisseau de Sécourieu	FRFR609_4	7
	Sous-total :		49 km
LINEAIRE TOTAL MASSES D'EAU « RIVIERE » :			848 km

Préfecture du Gers

32-2025-07-07-00003

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT DÉLÉGATION
DE SIGNATURE A M. HUGUES PERRIN,
DIRECTEUR RÉGIONAL DES FINANCES
PUBLIQUES D'OCCITANIE ET DÉPARTEMENT DE
LA HAUTE-GARONNE, EN MATIÈRE DE GESTION
DES SUCCESSIONS VACANTES



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Arrêté préfectoral
portant délégation de signature à M. Hugues PERRIN,
directeur régional des finances publiques d'Occitanie
et du département de la Haute-Garonne,
en matière de gestion des successions vacantes**

LE PRÉFET DU GERS

VU le code civil, notamment ses articles 809 à 811-3 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles R. 2331-1 et R. 2331-6 ;

VU l'acte dit loi du 20 novembre 1940 confiant à l'administration de l'enregistrement la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes, validé par l'ordonnance du 27 novembre 1944 ;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 modifié relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2011-1612 du 22 novembre 2011 modifié relatif aux première, deuxième, troisième et quatrième parties réglementaires du code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le décret du 27 novembre 2024 nommant M. Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

VU le décret du 10 mai 2024 nommant M. Cédric KARI-HERKNER, sous-préfet d'Auch, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

3 Place du Préfet Claude Erignac - 32000 AUCH
Tél : 05 62 61 44 00
www.gers.gouv.fr

VU le décret du 16 avril 2018, nommant M. Hugues PERRIN, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur régional des finances publiques d'Occitanie et du département de la Haute-Garonne, avec une date d'installation au 1^{er} juillet 2018 ;

VU l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à **M. Hugues PERRIN**, directeur régional des finances publiques d'Occitanie et du département de la Haute-Garonne, à l'effet de signer, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, la gestion et la liquidation des successions en déshérence dans le département du Gers.

Article 2 : **M. Hugues PERRIN**, directeur régional des finances publiques d'Occitanie et du département de la Haute-Garonne, peut donner sa délégation aux agents, pour signer les actes.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n° 32-2023-08-21-00003 du 21 août 2023 portant délégation de signature à **M. Hugues PERRIN**, directeur régional des finances publiques d'Occitanie et du département de la Haute-Garonne est abrogé.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture du Gers et M le directeur régional des finances publiques d'Occitanie et du département de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État.

Auch, le 7 juillet 2025

Le préfet,


Alain CASTANIER

Dans les deux mois à compter de la publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur et des outre-mer – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.
- un recours contentieux, adressé au tribunal administratif de Pau

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^e mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique). Le dépôt du recours contentieux peut se faire par envoi sur papier, dépôt sur place à l'adresse Tribunal administratif de Pau – Cours Lyautey – 64000 PAU ou par voie électronique sur le site www.telerecours.fr.

Préfecture du Gers

32-2025-07-04-00003

AP interdisant achat vente port et transport
d'artifices

ARRÊTÉ

portant réglementation de l'achat, de la vente, de la cession, de l'utilisation, du port et du transport des artifices de divertissement et articles pyrotechniques

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code civil

VU le code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

VU le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

VU le code des douanes, notamment ses articles 38 et 323 ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2542-2 et suivants ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 3131-13 et suivants et L. 3136-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 27 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2021 portant application des articles L 557-10-1 et R 557-6-14-1 du code de l'environnement relatif aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

CONSIDÉRANT la pratique dans le Gers de l'usage à vocation festive des artifices de divertissement et engins pyrotechniques à l'occasion des festivités et célébrations nationales dont le 14 juillet ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes, que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de phénomènes de bandes ;

CONSIDÉRANT les violences urbaines survenues ces dernières années dans de nombreuses communes au cours desquelles des artifices de divertissement de type chandelles romaines, fusées et mortiers d'artifice de toutes catégories ont été massivement utilisés en tir tendu contre les forces de l'ordre et les sapeurs-pompiers, générant plusieurs blessures parfois graves (traumatismes auditifs, brûlures) pour les fonctionnaires du service public en ayant été les victimes ; que certains des fonctionnaires blessés sont susceptibles de conserver des séquelles ;

CONSIDÉRANT les dégradations ou destructions par incendie de biens mobiliers ou immobiliers du fait ou à l'aide de l'usage d'articles pyrotechniques dans un grand nombre de communes durant la période précitée; qu'en conséquence, la totalité du territoire du département est concernée par des risques graves de troubles à l'ordre public et que dès lors, les mesures à adopter ne peuvent être limitées à un seul périmètre ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques impose des précautions particulières au regard des risques encourus pour ceux qui les manipulent ou pour leur entourage, notamment les enfants ;

CONSIDÉRANT que les artifices de toutes catégories, de par leur utilisation détournée, contribuent notamment aux violences urbaines en étant utilisés comme moyen de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobilier urbain ou de véhicules ;

CONSIDÉRANT que la période actuelle de fortes chaleurs en cours aggrave le risque d'incendie d'espaces naturels ;

CONSIDÉRANT que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation d'artifices de divertissement et articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et mouvements de panique ; tout particulièrement dans le contexte de la dernière posture du plan Vigipirate dont le niveau « *urgence attentat* » vient d'être maintenu ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet, dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative, de veiller à la sécurité publique en prenant des mesures appropriées ;

Sur proposition de Mme la directrice de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le transport, le port, l'achat, la vente, la cession et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de toutes les catégories sont interdits sur l'ensemble du territoire des communes du département du Gers à compter du lundi 7 juillet 2025 à 8h00 jusqu'au mardi 15 juillet 2025 à 8h00..

Article 2 : Par dérogation aux articles 1 et 2, sont autorisées la vente et la mise en œuvre d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques à des usages professionnels, par des personnes titulaires d'un agrément préfectoral relatif à l'acquisition, la détention et la mise en œuvre des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre et d'un certificat de qualification, ou d'une habilitation délivrée par un organisme agréé pour ce type d'articles pyrotechniques au titre de l'acquisition et de l'utilisation, ou d'une formation délivrée par une administration publique, au titre de la seule utilisation.

Article 3 : Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que

- la vente au déballage d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques est interdite, qu'elle se déroule sur terrain public ou privé ou à l'occasion de marchés (articles L.2352-1 et suivants et R.2352-97 et suivants du code de la défense) ;
- l'importation depuis tout pays de l'UE ou hors de l'UE, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs (arrêté ministériel du 19 janvier 2018). En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises introduites par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à 2 fois la valeur de la fraude.

Article 4 : Madame la directrice de cabinet, Madame et Monsieur les sous-préfets de Condom et Mirande, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale, Monsieur le directeur départemental de la police nationale ainsi que Mesdames et Messieurs les maires des communes du département du Gers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Auch, le 4 juillet 2025

Le Préfet



Alain CASTANIER

NB : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Pau par un recours contentieux dans les deux mois suivant sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet et/ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur. Celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.